

La haine de la démocratie

(Éditions La Fabrique, 2005)

de Jacques Rancière

Note de lecture par Dominique Boullier

Le livre de Jacques Rancière a du souffle. Ce pourrait être celui de la controverse, de la contre-offensive pamphlétaire contre les prophètes de malheur qui se répandent en dénonciation de la démocratie. Heureusement, c'est bien d'autre chose qu'il s'agit, de la nécessité de repenser ce qui fonde l'exigence démocratique, au-delà de toute substance d'un État ou d'une forme de gouvernement particulière. Alors le souffle du style de l'auteur s'allie à la rigueur de son argument pour entrer en phase avec les attentes de tous ces gouvernés qui sapent l'autorité des oligarchies financières, savantes ou étatiques. Ce qui fait sortir J. Rancière du bois, c'est finalement l'invasion des médias par une forme de lieu commun des intellectuels français, le seul pays où ils peuvent constituer un parti, totalement inopérant apparemment mais suffisamment générateur « d'atmosphères » pour contaminer les perspectives d'avenir. S'il suffisait de combattre le pessimisme ou le « déclinisme », l'affaire serait sans intérêt. Le travail de sappe de cette « haine de la démocratie » consiste à confondre à peu près tous les registres et tous les concepts pour rendre évidente leur propre démonstration. Depuis 20 ans, la racine de tous nos maux est identifiée comme « l'individualisme démocratique ». La démocratie deviendrait criminelle et même despotique car la perversion de l'exigence d'égalité en passions illimitées finirait par mettre en cause la possibilité même de l'exercice du pouvoir au nom du bien commun. Selon les auteurs, cette dérive était déjà présente dans la Révolution française elle-même, devenue terreur au nom de l'égalité car « consubstantielle à son projet » comme le montrait Furet. Cette révolution protestante a certes brisé les solidarités

tissées par l'église et la noblesse mais elle a ainsi dissous le lien social et atomisé les individus, se trouvant ensuite obligée de reconstruire des liens par l'artifice des lois jusqu'à leur imposition par la terre ur.

Dès lors, toutes les situations où cette exigence d'égalité émerge sont ramenées à un même dénominateur commun, ce que faisait D. Schnapper dans « la démocratie providentielle ». J. Rancière liste les figures multiples toutes confondues dans un même symptôme par ces critiques: « consommateur indifférent de médicaments ou de sacrements; syndicaliste cherchant à obtenir toujours plus de l'État-providence; représentant de minorité ethnique exigeant la reconnaissance de son identité; féministe militant pour les quotas; élève considérant l'École comme un supermarché où le client est roi ». Comment traiter un problème dès lors qu'on lui dénie toutes ses singularités, qu'on l'écrase sous la figure unique de l'individualisme? Et dès lors comment faire de la politique si la démocratie est réduite à ces phénomènes culturels massifs sans aucune prise pour l'action et sans spécificité du statut du politique? L'opération de critique sociologique débouche sur « un processus d'effacement de la figure politique de la démocratie ». « La réduction de la démocratie à un état de société » précède sa présentation comme une « catastrophe anthropologique », que le livre de Milner « De l'école » théorise à partir de l'échec scolaire comme la perte de « l'élitisme républicain ». Pour tous ces penseurs critiques de la démocratie au nom de la république, « l'individualité est une bonne chose pour les élites, elle devient un désastre de la civilisation si tous y ont accès » (p. 36). Cette République est bien celle de Platon, « le nom du gouvernement qui assure la reproduction du troupeau humain en le protégeant contre l'enflure de ses appétits de biens individuels et de pouvoir collectif » (p. 37). Au fond, ces républicains défendent un modèle du gouvernement pastoral, substituant à la transcendance religieuse un équivalent laïc, avec une élite « protestante » éclairée et un peuple « catholique », c'est-à-dire « compact et plus croyant que savant ».

Ce qui fait apparaître en creux, selon Jacques Rancière, que la démocratie serait le « principe même de la politique, le principe qui instaure la politique en fondant le « bon » gouvernement sur sa propre absence de gouvernement ». Il n'y a pas de politique en effet si le travail de composition du monde commun, dirions-nous, est par avance arrêté ou réduit par un a priori naturalisant les qualités de ceux qui sont aptes à gouverner et celles des autres à rester dominés. Ce qui, rappelle l'auteur, était précisément le but du tirage au sort comme septième titre permettant de définir les titres à gouverner, décrit dans le *Gorgias*. « Le septième titre est l'absence de titre » (p. 47). Cette « démesure démocratique »

produit « ce scandale d'un titre à gouverner entièrement disjoint de toute analogie avec ceux qui ordonnent les relations sociales, de toute analogie entre la convention humaine et l'ordre de la nature » (p. 48). Le mal qui était ainsi combattu, c'était « la compétence des hommes habiles à prendre le pouvoir par la brigue ». Ce rappel des vertus si oubliées du tirage au sort est salutaire, dans un temps où le travail de sélection des candidats par les partis et leur élection par des modes de scrutin divers sont tous mis en cause, dans les démocraties occidentales au moins, parce qu'ils débouchent sur des formes d'abus de pouvoir d'une oligarchie financière (USA), scolaire (France), médiatique (Italie), par exemple. Le tirage au sort est « en accord avec le principe du pouvoir des savants sur un point, qui est essentiel : le bon gouvernement, c'est le gouvernement de ceux qui ne désirent pas gouverner ». Cette apparition du désir de gouverner est essentielle pour nous, pour comprendre la dynamique interne des partis, qui mobilise tant d'énergies individuelles et qui semble souvent pourrir la vie de la plupart des non-candidats à des postes. Ce désir de gouverner serait donc ainsi paradoxalement le meilleur ennemi de la politique elle-même, dans la mesure où le monde commun ne peut plus être constitué par des êtres qui veulent avant tout composer leur carrière. Critique populiste ou démagogique classique pourrait-on dire, mais le livre de Rancière rappelle clairement que ces dangers de la tendance oligarchique de tout gouvernement étaient déjà perçus dans ces premiers traités politiques, chez Platon ou chez Aristote, et que le tirage au sort était le seul moyen trouvé pour la combattre. L'auteur rappelle que les deux grands titres à gouverner connus par l'humanité ont été jusqu'ici, la naissance et la richesse, avec le renfort de la force et de la science. Mais le titre anarchique, sans fondement précisément, est celui de « ceux qui n'ont pas plus de titre à gouvernés qu'à être gouvernés ». C'est la condition même du politique que d'être en décalage (en hétérotopie) avec les principes qui organisent la société et la démocratie cherche à le réintroduire sans cesse malgré le travail de naturalisation constant (c'est-à-dire de dépolitisation) des principes de désignation.

Jacques Rancière va plus loin en questionnant même le principe du gouvernement représentatif, « la démocratie représentative a d'abord été un oxymore » : « la représentation est, de plein droit, une forme oligarchique. » Ce qui débouche, en tendance, sur une forme d'appropriation de la sphère publique par quelques uns : la démocratie et les luttes démocratiques comme celle pour le suffrage universel (encore récent rappelons-le !) sont des tentatives permanentes pour contrer cette privatisation et non, comme on le dit souvent, une invasion du

privé sur le public. Voilà ce que l'on entend dans les discours sur l'intérêt général, dont certaines élites auraient le monopole de l'explicitation, prophètes en titre du bon pasteur, qui combattent le Nimby parce qu'il fait proliférer la parole et remettre en débat toutes questions apparemment privées. La mystique de l'intérêt général fonctionne ainsi souvent comme un indice de la privatisation de l'espace public par l'oligarchie seule supposée capable de définir le monde commun. Cette opération de réduction massive du politique se retrouve dans tous les domaines. « [La domination] déclare que, là même où elle est reconnue, l'égalité des « hommes » et des « citoyens » ne concerne que leur rapport à la sphère juridico-politique constituée, et que là même où le peuple est souverain, il ne l'est que dans l'action de ses représentants et de ses gouvernants ». Ce à quoi s'oppose la démocratie : « s'il y a une illimitation propre à la démocratie, c'est là qu'elle réside : non pas dans la multiplication exponentielle des besoins ou des désirs émanant des individus, mais dans le mouvement qui déplace sans cesse les limites du public et du privé, du politique et du social ». Au fond, tous ceux qui nous ont dit « tout est politique » jouaient sans doute ce jeu-là mais finissaient par banaliser l'affaire et par éviter de faire le travail de déplacement réel, concret, situé, de ces frontières, en rabattant tout cas, tout local, sur du « général » politique prédéfini. La perplexité dont parle Latour dans ses « politiques de la nature » est la condition même de la démocratie et de la possibilité du politique : toute clôture *a priori* de sa sphère de pertinence finit par maintenir le monopole de certains sur le gouvernement. Ce travail de clôture permet de délimiter ceux qui peuvent prétendre gouverner par la richesse chez les pères fondateurs américains, par la science et par la distribution de l'excellence effectuée par l'école, chez Durkheim et la troisième république.

Reprenant enfin le bilan de ces investigations historiques et philosophiques pour les situer dans les enjeux politiques contemporains, Jacques Rancière rappelle que nos sociétés se marquent par l'accaparement de la chose publique par une solide alliance de l'oligarchie étatique et de l'oligarchie économique. « Nous vivons dans des états de droit oligarchiques ». Et non « dans » des « démocraties ». Mais la modernisation donne le jour à une légitimité oligarchique nouvelle, le mariage du principe de la richesse (illimitée) et du principe de la science. Les experts viennent ainsi au secours des oligarchies, pour une autre raison que l'auteur ne mentionne pas, et qui est pourtant directement liée à cette modernisation : les domaines de prétention au contrôle ont été étendus par la technique et rien n'a été prévu pour gouverner cette extension, qui fait retour désormais dans toutes les

crises que l'écologie a rendues publiquement controversées et qu'elle a ainsi politisées (ce que les experts, là aussi, tendent à défaire en s'assurant le monopole de la parole légitime sur ces sujets). J. Rancière souligne ainsi « le grand souhait de l'oligarchie : gouverner sans peuple, c'est-à-dire sans division du peuple : gouverner sans politique ». Ce qui a fait retour en boomerang lors du référendum sur la constitution européenne, traité comme une demande d'adhésion à une supposée nécessité historique mondiale, s'imposant hors de toute politique, dans ces « non-lieux » politiques que sont les institutions internationales. En fait, on reproche au peuple son « manque de foi ». « De fait, la foi historique a changé de camp. Elle semble aujourd'hui l'apanage des gouvernants et des experts ».

Gouverner au nom de la naissance, de la richesse ou de la science, voilà en fait les trois seules voies offertes à nos oligarchies constitutionnelles actuelles. Ce qui nous rappelle les trois ennemis que nous avons désigné dans notre boussole écodémocrate : le racisme, le capitalisme financier et le scientisme. Tous trois, disions-nous, sont des ennemis car ils empêchent par définition toute composition politique du monde commun en naturalisant les différences ou en en faisant des « phénomènes de société » comme le font tous ces porteurs de la haine de la démocratie.

« La démocratie n'est ni cette forme de gouvernement qui permet à l'oligarchie de régner au nom du peuple, ni cette forme de société que règle le pouvoir de la marchandise. Elle est l'action qui sans cesse arrache aux gouvernements oligarchiques le monopole de la vie publique et à la richesse la toute-puissance sur les vies. Elle est la puissance qui doit, aujourd'hui plus que jamais, se battre contre la confusion de ces pouvoirs en une seule et même loi de la domination » (p. 105).

